

MAIS il paraît que ce n'est pas contre l'Angleterre qu'est dirigé le programme de constructions navales de guerre de la France. C'est contre... l'Allemagne. Oui. Nous avons appris de la bouche même de M. Poincaré que le traité de Versailles avait permis à l'Allemagne de reconstruire des navires de guerre; QU'IL LUI AVAIT LAISSÉ LE DROIT D'AVOIR 6 CUIRASSÉS « DREADNOUGHTS » et que rien ne l'empêchait de mettre en chantiers des navires de guerre légers ! Alors que faut-il conclure ? Que les négociateurs du traité de Versailles ont trahi la France en n'exigeant pas le désarmement naval de l'Allemagne. Allons, verrons-nous Clemenceau et Tardieu en Haute-Cour ? La boutade du général Foch se réalisera-t-elle un jour ?

LA New-York Tribune du 4 avril a publié l'extraordinaire dépêche suivante de son correspondant à Los Angeles :

« Los Angeles, 3 avril. — Il n'existe pas de document authentique établissant qu'aucune atrocité ait jamais été commise par le commandant ou l'équipage d'un sous-marin allemand », a déclaré aujourd'hui, au City-Club de Los Angeles, l'amiral William S. Sims.

« Les comptes rendus de presse sur les « terribles atrocités » n'étaient que de la propagande », a dit l'amiral Sims. « Les archives navales britanniques et les nôtres sont remplis de rapports indiquant que les commandants de sous-marins allemands ont aidé au sauvetage des équipages et des passagers qu'ils coulèrent. Quand ils ne pouvaient pas remorquer le navire pour le mettre en lieu sûr, ils faisaient toujours connaître par T.S.F. aux autres navires l'emplacement du bâtiment sinistré. »

L'amiral Sims commanda, du 28 avril 1917 jusqu'à la fin des hostilités, les opérations navales américaines dans les eaux européennes. Il parle donc en connaissance de cause, et l'on ne peut que s'étonner du peu de bruit fait autour d'une déclaration de cette importance, étant donné la personnalité de son auteur. Seul, de toute la presse quotidienne américaine, le World a commenté en quelques lignes la dépêche de la Tribune. L'hebdomadaire new-yorkais The Nation, qui lui consacre, dans son numéro du 18 avril, un éditorial de tendance germanophile, a provoqué de la part de la Tribune une nouvelle interview de l'amiral Sims, au cours de laquelle celui-ci a confirmé et complété ses déclarations par les propos suivants :

« Il serait extrêmement antipatriotique qu'un journal dit la vérité absolue sur ce qui se passe pendant une guerre... »

« Si nous avions été à la place de l'Allemagne — si nous avions cru que notre défaite aurait pour conséquence la domination de notre pays par l'Allemagne..., nous aussi, nous aurions coulé des bateaux sans avertissement... »

« Aucune armée n'a jamais pénétré sur le territoire ennemi sans commettre quelques vols et quelques violences, même contre les femmes... »

En laissant de côté l'accusation de « propagande » lancée par l'amiral Sims contre la presse américaine, il reste que les déclarations de l'amiral soulèvent un point d'histoire d'une extrême importance. Il nous semblait cependant que le film allemand sur les exploits de l'« U-35 », par exemple, ne laissait aucun doute. Voici maintenant que l'amiralissime américain prétend que les sous-marins allemands n'ont jamais commis d'atrocités.

Mais le Matin lui-même ne vient-il pas de nous apprendre que l'amiral Sims était le plus ardent partisan

de la guerre sous-marine et menait, aux Etats-Unis, une campagne acharnée pour la construction de nouveaux sous-marins, « humanitaires », sans doute.

COMMENT, en face de tant d'hypocrisies diplomatiques et d'appétits impérialistes mal dissimulés, ne pas admirer comme il convient la loyauté et la franchise absolue de la politique menée internationalement par la Russie des Soviets. En effet, non seulement cette dernière s'est tirée tout à son avantage des embûches haineuses que Lord Curzon lui tendait, mais encore, seule, elle manifeste d'un désir de paix qui est presque choquant dans cette atmosphère de guerre, à la 1914, qu'on respire à tous les coins du monde.

Commentant les récents événements et leur répercussion en Russie même, voici ce qu'écrivit Pierre Pascal :

« L'ultimatum britannique s'est tourné en succès de la diplomatie, ou plutôt, en dernière analyse, de la nation soviétiste. Curzon voulait évidemment frapper un grand coup, humilier la Russie, interdire à jamais ses « menées » en Perse, en Afghanistan et aux Indes. Ce coup a été paré par les concessions immédiates du gouvernement russe... sur les points secondaires. A vrai dire, ces concessions sont autant de soufflets : dans la question des bateaux arrêtés, dans celle des espionnes châtiées, nous maintenons notre bon droit, et nous vous jetons à la face les « compensations », les pièces d'or que vous réclamez ! Quant au conflit essentiel, notre « propagande » en Orient, il ne peut être résolu que par un engagement mutuel, ou mieux par une conférence. Et nous avons vu durer des semaines ces mêmes négociations auxquelles d'abord lord Curzon se refusait fièrement. La question de la reconnaissance de droit est posée de nouveau, la sympathie des ouvriers du monde entier envers la Russie Soviétiste a reçu une occasion de plus de se manifester, des Fédérations syndicales internationales se sont détournées d'Amsterdam vers Moscou ; tel a été le résultat de coup de revolver raté — sauf à Lausanne — de l'ancien vice-roi des Indes.

« Peut-être espérait-il aussi que les autres Etats, à l'exemple de la puissante Angleterre, tourneraient le dos à la Russie : or précisément dans ce mois le traité de commerce avec le Danemark, contenant des clauses plus avantageuses que tous les précédents et qui traînait depuis longtemps, a été signé et ratifié ; le ministère norvégien envisage la reconnaissance de droit ; le Japon a continué comme si de rien n'était les pourparlers avec Ioffé ; enfin, M. Poincaré, qui avait retardé pendant des mois sous tous les prétextes l'arrivée de la mission russe de rapatriement, lui a subitement ouvert les portes et a envoyé en échange une mission commerciale à Moscou. Passons sur de moindres faits, comme la visite du président de la république lettone au représentant russe Aralov et les excuses empressées de Meerovicz, la signature du traité de commerce avec la Perse, malgré les manœuvres désespérées des agents anglais. Mais n'est-il pas significatif que Mussolini lui-même ait rappelé de Moscou son fasciste Amadori et ordonné à son successeur d'enquêter sur ses agissements anti-soviétistes ? Enfin le Gouvernement américain, à l'exemple du Gouvernement russe, réclame de l'Angleterre l'extension à 12 milles, au lieu de 3, de la zone des eaux territoriales.

« Comment ne pas ressentir un certain sentiment de triomphe, quand en face s'affiche l'impuissance de la Conférence de Lausanne ? »

On comprendra plus facilement, maintenant, pourquoi le capitalisme mondial va chercher à en finir une bonne fois avec cette gênante République ouvrière et paysanne.